

COVID-19 : UNE MENACE POUR LES DROITS DES FEMMES À TRAVERS LE MONDE

COMMENT LA PANDÉMIE ACCENTUE LES INÉGALITÉS DE GENRE ?

Aline Nanko Samaké | Avril 2020

INSTITUT DU GENRE EN GÉOPOLITIQUE

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteurice.

Citer cette publication : Aline Nanko Samaké, « COVID-19 : une menace pour les droits des femmes à travers le monde. Comment la pandémie accentue les inégalités de genre ? », Institut du Genre en Géopolitique, avril 2020.

© Tous droits réservés, Institut du Genre en Géopolitique, Paris, 2020

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. » disait Simone de Beauvoir. Si le monde traverse depuis le mois de janvier 2020 une crise surtout sanitaire, les conséquences de cette crise sont multidimensionnelles et font craindre un recul dans le respect des droits des femmes partout dans le monde.

Les femmes, principales pourvoyeuses de soins

À l'échelle de la planète, bien que les femmes semblent être à peu près autant touchées par le COVID-19 que les hommes, ces derniers ont 50 % à 80 % plus de chance de mourir du virus que les femmes¹. Pourtant, ce sont elles qui se retrouvent en première ligne face à la menace du COVID-19. Les femmes sont en effet surreprésentées dans les métiers du care, c'est-à-dire dans toute activité à la limite du ménager, du sanitaire, du social et de l'éducatif traditionnellement assignées aux femmes dans le cadre familial². Dans l'Union européenne, 80 % de ces soins sont prodigués par des auxiliaires informels, dont 75 % sont des femmes – et dont de nombreuses sont issues de l'immigration³. Dans cette période où les populations dépendantes et les plus vulnérables doivent être protégées, le personnel du secteur médico-social est sursollicité. Les travailleuses du care sont donc amenées à continuer de travailler, s'exposant alors au risque de contamination⁴.

En plus de représenter 70 % de la main-d'œuvre mondiale de la santé et des services sociaux, elles font en moyenne trois fois plus de travail de soins non rémunérés au sein du foyer⁵. Dans les pays développés, les hommes consacrent 1 heure et 54 minutes aux tâches domestiques et aux activités de soins non rémunérées contre 3 heures et 30 minutes pour les femmes. Dans les pays en développement, l'écart se creuse davantage avec 1 heure et 31 minutes pour les hommes contre 4 heures et 11 minutes pour les femmes⁶. Et alors que

¹ Global Health 50-50. (2020, Avril). COVID-19 sex-disaggregated data tracker. Retrieved from <http://globalhealth5050.org/>: <http://globalhealth5050.org/covid19/>

² Geneviève Cresson et Nicole Gadrey. (2004). Entre famille et métier : le travail du care. Nouvelles questions féministes, pp. 26-41.

³ Commission Européenne. (2020). Une Union de l'égalité : stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Bruxelles.

⁴ Commission Européenne. (2020). Une Union de l'égalité : stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Bruxelles.

⁵ Wenham C Smith J Morgan R. (2020, Avril 11). COVID-19: the gendered impacts of the outbreak. Lancet, p. 395.

⁶ Organisation internationale du travail. (2016). Résumé analytique - Les femmes au travail. Genève: Bureau international du Travail.

plus de 3,4 milliards de personnes sont confinées dans près de 80 pays différents⁷ et que 300 millions d'élèves du primaire et du secondaire à travers le monde ont vu leurs écoles fermées pour endiguer la propagation de la maladie⁸, une augmentation de ces inégalités au sein des foyers est à craindre.

La crise sanitaire, un terreau favorable aux violences basées sur le genre

Dans le monde, 243 millions de femmes et de filles ont été victimes de violence sexuelle et/ou physique de la part de leur partenaire dans les 12 derniers mois⁹. Ce chiffre est susceptible d'augmenter avec les problèmes de sécurité, de santé et de revenus que posent le COVID-19 dans des conditions de vie exiguës et confinées. Selon ONU Femmes, en France, les signalements de violences domestiques ont augmenté de 30 % depuis la mise en place du confinement le 17 mars 2020, en Argentine, les appels d'urgence pour des cas de violence domestique ont augmenté de 25 % depuis le début du confinement le 20 mars 2020, à Chypre et à Singapour, les lignes d'assistance téléphonique ont respectivement enregistré une augmentation des appels de 30 % et 33 %, et au Canada, en Allemagne, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, une augmentation des cas de violences domestiques et de la demande d'hébergement d'urgence a également été signalée¹⁰.

Outre les violences conjugales, les cyber-violences basées sur le genre ont aussi augmenté. Avant la pandémie, une femme sur dix dans l'Union européenne déclarait avoir été victime de cyber-harcèlement (réception d'emails ou de SMS non désirés, offensants et sexuellement explicites, ou des avances inappropriées sur les réseaux sociaux)¹¹. Depuis le COVID-19 et les restrictions de déplacements qui y sont liées, l'utilisation des plateformes en ligne comme Facebook, Instagram, Skype, Zoom, etc. a augmenté ces dernières semaines. Aussi, il est noté une recrudescence des cas de *revenge porn* qui consiste à

⁷ Rédaction, « Coronavirus : quels pays sont confinés ? », Le Monde, 06.04.2020, disponible sur : https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/03/30/coronavirus-quels-pays-sont-confinés_6034936_3244.html

⁸ Lionnet, E. (2020, Mars 10). Coronavirus : 300 millions d'enfants privés d'école à travers le monde. Récupéré sur TV5 Monde: <https://information.tv5monde.com/info/coronavirus-300-millions-d-enfants-privés-d-ecole-travers-le-monde-350054>

⁹ UN Women. (2020). COVID-19 and Ending Violence Against Women and Girls . New York: UN Women.

¹⁰ Ibid.

¹¹ European Union Agency for Fundamental Rights. (2014). Violence against women : an EU-wide survey. Luxembourg: European Union Agency for Fundamental Rights.

publier des photos intimes sans le consentement de la personne qui y apparaît¹². En plus de ces cas de cyber-harcèlement qui participent au maintien d'une culture de viol et qui touchent majoritairement les adolescentes et les jeunes filles, les femmes contraintes de télé-travailler risquent d'être davantage victimes de sex trolling comme par exemple la diffusion de vidéos pornographiques ou de photos de parties intimes non sollicitées pendant qu'elles se connectent à un salon de discussion virtuel¹³. Enfin, une augmentation dans l'activité en ligne de personnes recherchant des matériaux pédopornographiques a été observée¹⁴.

Les restrictions de déplacements qui impactent l'état psychologique des personnes et les pressions, notamment économiques, qui pèsent sur les foyers en période d'épidémies modifient les dynamiques intrafamiliales et communautaires. C'est ce qui a par exemple été relevé lors de l'épidémie d'Ebola en 2014 et 2015 en Afrique de l'Ouest, période pendant laquelle une hausse des violences sexuelles au sein des foyers et des communautés a été identifiée¹⁵. Si certaines de ces violences sont inhérentes au fait que les contextes de crise s'accompagnent toujours d'une hausse des violences sexuelles, d'autres s'inscrivent dans des stratégies de résilience économique. En effet, la précarité économique des familles, suite à la perte d'un ou de plusieurs membres pourvoyeur de ressources, pousse les femmes et les jeunes filles à avoir recours à l'exploitation sexuelle en s'engageant dans des systèmes de traite ou dans la prostitution¹⁶.

Les mariages d'enfants ont aussi eu tendance à augmenter pendant l'épidémie d'Ebola¹⁷. Par exemple, en Sierra Leone, les mariages forcés servaient à légitimer les grossesses précoces qui s'étaient multipliées pendant la crise sanitaire¹⁸. Ces grossesses

¹² Eric Morin. (2020, Avril 9). Tweet - Secrétariat d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations. France. Disponible sur : https://twitter.com/Egal_FH/status/1248234210575384578?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1248234210575384578&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.rtl.fr%2Fgirls%2Fsociete%2Fconfinement-les-actes-de-revenge-porn-explosent-sur-snapchat-7800383295

¹³ Davies, S. (2020). Reuters. Disponible sur Risk of online sex trolling rises as coronavirus prompts home working: <https://www.reuters.com/article/us-women-rights-cyberflashing-trfn-idUSKBN2153HG>

¹⁴ Grierson, J. (2020, April 2). Coronavirus lockdown raises risk of online child abuse, charity says. Récupéré sur The Guardian: <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/02/coronavirus-lockdown-raises-risk-of-online-child-abuse-charity-says>

¹⁵ High-level Panel on the Global Response to Health Crises. (2016). Protecting Humanity from Future Health Crises. Disponible sur https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2016-02-05_Final_Report_Global_Response_to_Health_Crises.pdf

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Plan International. (2014, Novembre 21). Forced marriages rise in the time of ebola. Disponible sur <https://plan-international.org/blog/2015/05/forced-marriages-rise-time-ebola>

¹⁸ Comité international de la Croix-Rouge. (2016). Répondre à une épidémie de maladie à virus Ebola - Guide opérationnel. CICR.

adolescentes peuvent s'expliquer notamment parce qu'en période de pandémie, l'accès à la santé sexuelle et reproductive est limité. C'est à ce titre qu'un ensemble de chercheur·euse·s de la revue scientifique The Lancet demande à « placer la santé et la justice en matière de sexualité et de procréation au centre de la réponse globale à la COVID-19 »¹⁹ :



La perturbation des services et le détournement des ressources des soins de santé sexuelle et génésique essentiels en raison de la priorité accordée à la réponse COVID-19 devraient augmenter les risques de morbidité et de mortalité maternelles et infantiles. À l'échelle mondiale, on prévoit [aussi] des pénuries de contraception.

Les crises humanitaires passées ont montré qu'un accès réduit à la planification familiale, à l'avortement, aux soins prénatals, au VIH, à la violence sexiste et aux soins de santé mentale entraîne une augmentation des taux et des séquelles de grossesses non désirées, d'avortements à risque, d'infections sexuellement transmissibles, de complications de grossesse, de fausses couches, de troubles de stress post-traumatique, de dépression, de suicides, de violences entre partenaires intimes et de mortalité maternelle et infantile.

En outre, le racisme, la discrimination et la stigmatisation systémiques sont susceptibles de compliquer davantage les obstacles logistiques à l'accès aux soins de santé sexuelle et génésique pour les femmes et les groupes marginalisés.

Des conséquences économiques défavorables aux femmes au sortir de la crise ?

Avec la pandémie du COVID-19 la communauté internationale semble avoir entamé un processus de conscientisation concernant les modèles socio-économiques des sociétés mondialisées. Nombreux sont les responsables politiques qui disent avoir compris que les choix politiques tournés vers une rationalité du marché absolue – selon laquelle celui-ci fonctionne de manière autonome et que les ingérences étatiques déstabilisent ses équilibres – empêchent aujourd'hui les systèmes nationaux, notamment de santé, d'absorber les chocs créés par la crise sanitaire du COVID-19. Le Président français exprimait ainsi le 2 mars 2020 sa volonté « d'interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour, interroger les faiblesses de nos démocraties. (...) Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie

¹⁹ Kelli Stidham Hall, Goleen Samari, Samantha Garbers, Sara E Casey, Dazon Dixon Diallo, Miriam Orcutt, Rachel T Moresky, Micaela Elvira Martinez, Terry McGovern, Centring sexual and reproductive health and justice in the global COVID-19 response. *The Lancet*, 11.04.2020, pp. 1175-1177.

au fond à d'autres est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle »²⁰. Or, si l'on regarde les décisions prises après les crises financières de 1987, 1997 et de 2007-2008, force est de constater que la mondialisation heureuse restait encore un idéal vers lequel les États voulaient tendre. Dans son ouvrage La stratégie du choc – La montée d'un capitalisme du désastre, la journaliste et essayiste Naomi Klein avance justement que dans l'Histoire récente, les crises, faisant l'effet de chocs, ont servi d'opportunités pour aller toujours plus loin dans la mise en place de l'idéologie néolibérale au sein des économies²¹.

Pourtant, de nombreux chercheur·euse·s d'économie politique concluent que les systèmes capitalistes sont imbriqués à celui du patriarcat. Selon ces travaux, ces deux appareils s'auto-entretiennent et répondent aux mêmes logiques d'exploitation et de domination dont découlent des inégalités structurelles. La division sexuelle et internationale du travail marginalise à ce titre les femmes de la mondialisation. Entre plafond de verre, salaires moindres, emploi à temps partiel subi ou encore travail domestique non rémunéré, le système économique global impacte les femmes de diverses façons. La sociologue Jules Falquet résume : « si l'on observe l'histoire longue, il est permis de penser que l'on assiste aujourd'hui à une nouvelle phase d'accumulation grâce au durcissement simultané des rapports sociaux de sexe, de « race » et de classe »²².

Au regard de ces théories, la crise économique qui menace le monde suite aux mesures prises pour endiguer la propagation de la pandémie laisse penser que les femmes en seront les premières victimes. D'abord, les pays risquent de mener des politiques d'austérité qui se traduisent par des restrictions dans les dépenses publiques. Les responsabilités liées au social, à l'éducation et à la santé précédemment pris en charge collectivement par l'État seront alors déléguées à la société civile et notamment aux femmes qui en sont traditionnellement en charge²³. Pour lutter contre le virus Zika en 2016 en Amérique latine et aux Caraïbes par exemple, les femmes et les filles se sont vues dans l'obligation d'arrêter de travailler pour prodiguer des soins aux membres de leur famille malades²⁴. En plus de supporter ces coûts sociaux à la place des États, ce sont les femmes qui sont généralement le plus victimes de licenciements : 48,5 % – est toujours inférieur de 26,5 points de pourcentage à celui de leurs homologues masculins et le taux de chômage

²⁰ Elysée. (2020, Mars 12). Adresse aux Français, 12 mars 2020. Récupéré sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/03/12/adresse-aux-francais>

²¹ Klein, N. (2008). La Stratégie du choc - Montée d'un capitalisme du désastre. Actes Sud.

²² Falquet, J. (2014). Ce que le genre fait à l'analyse de la mondialisation néolibérale : L'ombre portée des systèmes militaro-industriels sur les « femmes globales ». Regards croisés sur l'économie, pp. 341-355

²³ Prévost, B. (2017). L'économie du genre : Les femmes, au coeur du développement. . Disponible sur France Culture: <https://www.franceculture.fr/emissions/entendez-vous-leco/entendez-vous-leco-mercredi-8-novembre-2017>

²⁴ Magdy Martinez-Soliman & Jessica Faieta. (2017, Avril 06). Pour lutter contre le virus Zika, il faut aussi lutter contre la pauvreté et les inégalités. Récupéré sur Programme des Nations Unies pour le développement: <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/blog/2017/4/6/To-fight-Zika-fight-poverty-and-inequality.html>

mondial des femmes est approximativement de 0,8 point de pourcentage plus élevé que celui des hommes. Autrement dit, pour dix hommes ayant un emploi, seules 6 femmes en ont un²⁵.

Les inégalités économiques, la féminisation de la pauvreté et la précarisation du travail féminin suite au COVID-19 toucheront particulièrement les femmes des pays en développement. L'anthropologue spécialiste du genre Françoise Héritier explique justement que « le sous-développement se nourrit du maintien des femmes dans un état de subordination et d'analphabétisation²⁶ ». En effet, dans un article intitulé *Femmes, sciences et développement*²⁷, elle explique comment la situation de sous-développement économique et la précarité de la condition des femmes sont deux phénomènes qui s'imbriquent et s'auto-entretiennent. La prix Nobel d'économie Esther Duflo explique²⁸ :

“

Il y a une interaction entre les structures sociales et les conditions économiques d'un pays. Imaginez-vous dans une petite barque en train de couler : il faut faire un choix sur qui jeter par-dessus bord. Si vous jetez systématiquement la petite fille et pas le petit garçon pour des raisons qui viennent de très loin, cela signifie que quand la barque devient fragile, la situation est plus fragile pour les filles que pour les garçons. Dans la vraie vie, on constate par exemple que quand les ménages font face à une sécheresse et qu'il n'y a plus assez à manger pour tout le monde, la mortalité infantile des filles augmente plus que celle des garçons.

Il en va donc de représentations traditionnelles et de distribution sociale de genre : parce que les femmes ne sont pas considérées comme des acteurs économiques aussi utiles que les hommes, en temps de crise, il apparaît moins important de maintenir leur activité. Par exemple, la figure de *bread-winner*²⁹ étant réservée aux hommes - comme au Sénégal où ils sont les détenteurs de l'autorité parentale -, il semble en effet plus pertinent de garantir leur stabilité financière puisque ce statut de chef de famille s'accompagne de l'obligation de prendre en charge financièrement l'ensemble du foyer.

²⁵ Organisation internationale du Travail. (2018, Mars 8). Selon l'OIT, les femmes toujours moins susceptibles que les hommes d'être actives sur le marché du travail dans la plupart des régions du monde. Disponible sur https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_619567/lang--fr/index.htm

²⁶ Duflo, E. (2018, 07 13). *Les femmes, moteurs de l'économie ?* Récupéré sur France Culture: <https://www.franceculture.fr/emissions/avoir-raison-avec-francoise-heritier/les-femmes-moteurs-de-leconomie>

²⁷ Ockrent, C. (2006). *Le livre noir de la condition des femmes*. XO Editions.

²⁸ Duflo, E. (2018, 07 13). *Les femmes, moteurs de l'économie ?* Récupéré sur France Culture: <https://www.franceculture.fr/emissions/avoir-raison-avec-francoise-heritier/les-femmes-moteurs-de-leconomie>

²⁹ Celui-celle qui va gagner son pain.

Au-delà de ces considérations symboliques, les déstabilisations socio-économiques conjoncturelles apportées par le COVID-19 risquent de venir s'additionner à des facteurs structurels déjà à l'origine d'inégalités économiques. Parmi ces facteurs, on compte la moindre qualification des femmes par rapport aux hommes, elle-même liée à des inégalités d'accès à l'éducation qui influent sur les niveaux de rémunération et d'accès aux postes à responsabilité. S'ajoute à cela la surreprésentation des femmes dans les métiers à temps-partiel qui justifie certaines inégalités, notamment salariales. Aussi, on relève certaines pratiques discriminatoires à l'embauche. Par exemple, au Nigéria, les jeunes femmes sont parfois obligées de signer les contrats d'embauche sur lesquels il est stipulé qu'elles s'engagent à ne pas tomber enceinte pendant leurs trois premières années d'emploi³⁰. Enfin, les femmes sont surreprésentées dans le secteur informel, dit non-structuré. Selon l'ONG Women in Informal Employment Globalizing and Organizing, plus de 70% des femmes d'Afrique subsaharienne travaillaient dans l'informel en 2014. Or, travailler dans ce secteur induit des conditions de travail difficiles, un manque de protection sociale, l'absence de revenus réguliers ou de sécurité de l'emploi. L'absence de filet social en période de COVID-19 fait justement craindre une baisse de leur moyen de subsistance et d'une réduction considérable de la petite agriculture et du commerce comme cela avait été le cas pendant et après Ebola³¹.

Aux avant-postes dans la lutte contre COVID-19, les femmes doivent cependant craindre un recul de leurs droits à cause des déstabilisations socio-économiques et politiques que cette pandémie provoque. Afin de limiter au mieux cette érosion des droits fondamentaux des femmes, il est primordial de prendre en compte les dimensions sexospécifiques du COVID-19 et de s'interroger sur les enjeux sociétaux relatifs au genre qui entourent la riposte. Et parce que ce qui se fait sans elles se fait contre elles, cette prise en compte doit passer par l'élargissement de la participation des femmes dans les instances de prises de décisions qui visent à planifier la réponse à l'urgence sanitaire ainsi qu'à préparer la sortie de crise. Après tout, « ce qui fait tenir la société, c'est d'abord une bande de femmes » disait justement le 13 avril 2020 l'ancienne Garde des Sceaux française Christiane Taubira.

³⁰ OCDE. (2014). Social Institutions & Gender Index: Nigeria. Social Institutions & Gender Index.

³¹ Barrio, T. J.-B. (2015). Opinion of the committee on Women's rights and gender equality for the Committee on Development on the Ebola Crisis: the long-term lessons and how to strengthen health system in developing countries to prevent future crises. Brussels: European Parliament.

Bibliographie

Barrio, T. J.-B. (2015). *Opinion of the committee on Women's rights and gender equality for the Committee on Development on the Ebola Crisis: the long-term lessons and how to strengthen health system in developing countries to prevent future crises*. Brussels: European Parliament.

Comité international de la Croix-Rouge. (2016). *Répondre à une épidémie de maladie à virus Ebola - Guide opérationnel*. CICR.

Commission Européenne. (2020). *Une Union de l'égalité : stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes*. Bruxelles.

Davies, S. (2020). Reuters. Récupéré sur *Risk of online sex trolling rises as coronavirus prompts home working*: <https://www.reuters.com/article/us-women-rights-cyberflashing-trfn-idUSKBN2153HG>

Duflo, E. (2018, 07 13). *Les femmes, moteurs de l'économie ?* Récupéré sur France Culture: <https://www.franceculture.fr/emissions/avoir-raison-avec-francoise-heritier/les-femmes-moteurs-de-leconomie>

Elysée. (2020, Mars 12). *Adresse aux Français, 12 mars 2020*. Récupéré sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/03/12/adresse-aux-francais>

Eric Morin. (2020, Avril 9). *Tweet - Secrétariat d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations*. France. Récupéré sur https://twitter.com/Egal_FH/status/1248234210575384578?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1248234210575384578&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.rtl.fr%2Fgirls%2Fsociete%2Fconfinement-les-actes-de-revenge-porn-explosent-sur-snapchat-7800383295

European Union Agency for Fundamental Rights. (2014). *Violence against women : an EU-wide survey*. Luxembourg: European Union Agency for Fundamental Rights.

Falquet, J. (2014). *Ce que le genre fait à l'analyse de la mondialisation néolibérale : L'ombre portée des systèmes militaro-industriels sur les « femmes globales »*. *Regards croisés sur l'économie*, pp. 341-355.

Geneviève Cresson et Nicole Gadrey. (2004). *Entre famille et métier : le travail du care*. *Nouvelles questions féministes*, pp. 26-41.

Global Health 50-50. (2020, Avril). *COVID-19 sex-disaggregated data tracker*. Récupéré sur <http://globalhealth5050.org/>: <http://globalhealth5050.org/covid19/>

Grierson, J. (2020, April 2). *Coronavirus lockdown raises risk of online child abuse, charity says*. Récupéré sur *The Guardian*: <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/02/coronavirus-lockdown-raises-risk-of-online-child-abuse-charity-says>

High-level Panel on the Global Response to Health Crises. (2016). Protecting Humanity from Future Health Crises. Récupéré sur https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2016-02-05_Final_Report_Global_Response_to_Health_Crises.pdf

Kelli Stidham Hall, Goleen Samari, Samantha Garbers, Sara E Casey, Dazon Dixon Diallo, Miriam Orcutt, Rachel T Moresky, Micaela Elvira Martinez, Terry McGovern. (2020, Avril 11). Centring sexual and reproductive health and justice in the global COVID-19 response. *The Lancet*, pp. 1175-1177.

Klein, N. (2088). *La Stratégie du choc - Montée d'un capitalisme du désastre*. Actes Sud.

Lionnet, E. (2020, Mars 10). Coronavirus : 300 millions d'enfants privés d'école à travers le monde. Récupéré sur TV5 Monde: <https://information.tv5monde.com/info/coronavirus-300-millions-d-enfants-prives-d-ecole-travers-le-monde-350054>

Lopez, L.-V. (2020). Coronavirus : cinq chiffres concrets qui montrent que les femmes sont en première ligne. *France Inter*.

Magdy Martinez-Soliman & Jessica Faieta. (2017, Avril 06). Pour lutter contre le virus Zika, il faut aussi lutter contre la pauvreté et les inégalités. Récupéré sur Programme des Nations Unies pour le développement: <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/blog/2017/4/6/To-fight-Zika-fight-poverty-and-inequality.html>

OCDE. (2014). *Social Institutions & Gender Index: Nigeria*. Social Institutions & Gender Index.

Ockrent, C. (2006). *Le livre noir de la condition des femmes*. XO Editions.

Organisation internationale du travail. (2016). *Résumé analytique - Les femmes au travail*. Genève: Bureau international du Travail.

Organisation internationale du Travail. (2018, Mars 8). Selon l'OIT, les femmes toujours moins susceptibles que les hommes d'être actives sur le marché du travail dans la plupart des régions du monde. Récupéré sur https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_619567/lang--fr/index.htm

Plan International. (2014, Novembre 21). *Forced marriages rise in the time of ebola*. Récupéré sur <https://plan-international.org/blog/2015/05/forced-marriages-rise-time-ebola>

Prévost, B. (2017). *L'économie du genre : Les femmes, au coeur du développement*. . Récupéré sur France Culture: <https://www.franceculture.fr/emissions/entendez-vous-leco/entendez-vous-leco-mercredi-8-novembre-2017>

Rédaction . (2020, Avril 6). Coronavirus : quels pays sont confinés ? Récupéré sur *Le Monde*: https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/03/30/coronavirus-quels-pays-sont-confinés_6034936_3244.html

UN Women. (2020). *COVID-19 and Ending Violence Against Women and Girls* . New York: UN Women.

Wenham C Smith J Morgan R. (2020, Avril 11). COVID-19: the gendered impacts of the outbreak. *Lancet*, p. 395.

